|  |
| --- |
| Rodrigue TREMBLAY  Économiste, professeur émérite de l’Université de Montréal et ancien ministre de l’Industrie et du Commerce québécois  (2022)  “Pourquoi il faut rejeter le projet *Century Initiative.*  En voulant tripler la population canadienne d’ici 2100, le groupe de pression défend un scénario démographique insoutenable.”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Rodrigue TREMBLAY

**“Pourquoi il faut rejeter le projet Century Initiative.** *En voulant tripler la population canadienne d’ici 2100, le groupe de pression défend un scénario démographique insoutenable.”*

Un article publié dans le journal ***LE DEVOIR***, Montréal, édition du 13 juin 2022, page A7— idées.

 Courriels : Rodrigue Tremblay : [rodrigue\_tremblay@yahoo.com](mailto:rodrigue_tremblay@yahoo.com)

[rodrigue.tremblay@umontreal.ca](mailto:rodrigue.tremblay@umontreal.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 30 mai 2023 à Chicoutimi, Québec.

Rodrigue TREMBLAY

Économiste, professeur émérite de l’Université de Montréal  
et ancien ministre de l’Industrie et du Commerce québécois

**“Pourquoi il faut rejeter le projet Century Initiative.**

*En voulant tripler la population canadienne d’ici 2100,  
le groupe de pression défend un scénario  
démographique insoutenable.”*



Un article publié dans le journal ***LE DEVOIR***, Montréal, édition du 13 juin 2022, page A7— idées.

Rodrigue TREMBLAY

Économiste, professeur émérite de l’Université de Montréal  
et ancien ministre de l’Industrie et du Commerce québécois

**“Pourquoi il faut rejeter le projet Century Initiative.**

*En voulant tripler la population canadienne d’ici 2100,  
le groupe de pression défend un scénario  
démographique insoutenable.”*

Un article publié dans le journal ***LE DEVOIR***, Montréal, édition du 13 juin 2022, page A7— idées.



Photo: Getty images : « Il est établi aussi que les niveaux de vie dans le monde ne sont nullement liés à la taille démographique des pays. La réalité est plutôt l’inverse », affirme l'auteur.

Il est peu connu qu’un groupe de pression de Toronto, le Century Initiative (Initiative du siècle), a lancé une campagne pour tripler la population canadienne, d’ici l’an 2100.

On prévoit que la population du Canada (37 millions d’habitants au [recensement](https://www.ledevoir.com/recensement-canada?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) de 2021) atteindra 53 millions en l’an 2100, selon une progression démographique naturelle normale et une politique d’[immigration](https://www.ledevoir.com/immigration-r%C3%A9fugi%C3%A9s?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) moyenne. Or, le groupe d’hommes d’affaires et de quelques journalistes de Toronto baptisé Century Initiative propose plutôt que ce dernier chiffre soit doublé pour atteindre 100 millions d’habitants en l’an 2100. Pour ce faire, il faudrait que le gouvernement de [Justin Trudeau](https://www.ledevoir.com/justin-trudeau?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) adopte une politique d’immigration ultra-massive.

Avec un tel scénario démographique, la population du Toronto métropolitain passerait de 8,8 à 33,5 millions d’habitants, celle du Montréal métropolitain gonflerait de 4,4 à 12,2 millions d’habitants, etc.

On peut prévoir que la mise en œuvre d’un tel projet, en plus de chambarder profondément le Canada dans sa composition démographique, provoquerait de multiples autres conséquences : congestion, pollution, surcharge des services publics en santé, en éducation et dans les infrastructures de transport, ghettoïsation, conflits linguistiques, criminalité, insécurité, etc.

Un argumentaire faible

Examinons de plus près les objectifs et arguments mis en avant par le groupe de pression de Toronto. Le premier objectif cité est la hausse du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) du Canada. Est-ce que la « grosseur pour la grosseur » peut être un objectif valable pour transformer de fond en comble la structure démographique d’un pays ? Avec un tel argument, on en arrive à l’idée douteuse que le niveau du produit intérieur brut (PIB) et une croissance boulimique devraient être au centre des politiques publiques. Qu’en est-il de la qualité et du niveau de vie de la population et de son bonheur ?

Avec le libre-échange avec les États-Unis depuis le 1er janvier 1989, le Canada n’a pas besoin d’une très grande population pour que son économie fonctionne efficacement. Dans ce contexte commercial, les entreprises canadiennes ne sont nullement limitées au seul marché canadien pour écouler leur production. Elles sont en position d’atteindre des niveaux de production élevés, générateurs d’économies d’échelle, en exportant une partie de leur production vers le grand marché américain.

Quand une population croît trop rapidement, cela peut fort bien s’accompagner d’une baisse générale du niveau de vie.

Une population fortement en progression exige des infrastructures supplémentaires (logements, hôpitaux, écoles, universités, infrastructures de toutes sortes, installations industrielles, etc.) et il faut des épargnes et des capitaux pour les réaliser. On calcule que, dans un pays industrialisé, les capitaux d’infrastructure représentent quatre fois le revenu national annuel.

Il est établi aussi que les niveaux de vie dans le monde ne sont nullement liés à la taille démographique des pays. La réalité est plutôt l’inverse. C’est ce que montre l’indice de développement humain des Nations unies, ce dernier étant une mesure des niveaux de vie et de la qualité de vie dans le monde.

En 2019, par exemple, les trois pays en tête de liste pour le niveau de vie et la qualité de vie étaient tous les trois des pays de moins de 10 millions d’habitants : la Norvège (5,3 millions), l’Irlande (5,0 millions) et la Suisse (8,5 millions).

Le deuxième objectif poursuivi par la coalition est de permettre au gouvernement canadien de jouer un rôle plus important sur la scène internationale. Il existe de nombreux pays qui sont très peuplés dans le monde, mais ce sont souvent des pays relativement pauvres, et leur poids démographique ne leur garantit guère une place enviable sur la scène internationale. Un pays de relative petite taille comme la Suisse a plus d’importance dans le monde que beaucoup de pays très peuplés.

Le troisième objectif consiste à remédier au vieillissement de la population et à la pénurie de main-d’œuvre. Les études montrent pourtant que l’immigration en tant que telle ne modifie guère la structure des âges d’une population, essentiellement parce que la majorité des immigrants arrivent au pays à l’âge adulte et à cause du programme de réunification des familles, lequel fait en sorte de faire venir des personnes immigrantes déjà âgées (époux, parents, grands-parents, etc.).

Quant à la pénurie de main-d’œuvre dans certains secteurs, une immigration massive suscite une demande accrue de main-d’œuvre pour construire et équiper des infrastructures supplémentaires, ce qui est de nature à accentuer la demande globale de main-d’œuvre. L’économie peut alors faire face à une spirale sans fin de pénuries de main-d’œuvre avec des marchés du travail tendus en permanence, créés artificiellement et gonflés par une population qui croît trop rapidement par l’immigration.

Le groupe Initiative du siècle ne s’est guère préoccupé des conséquences de son projet migratoire extrême sur les Canadiens français en général, et sur la seule majorité politique qu’ils occupent au Québec. Si le gouvernement canadien allait poursuivre sur la voie d’un « Canada de 100 millions d’habitants » en faisant appel à une immigration ultra-massive, la place des Canadiens français au Canada ne pourrait que chuter considérablement au cours des décennies à venir.

En ce qui concerne le Québec, une des quatre provinces fondatrices du Canada en 1867, son poids démographique dans l’ensemble du Canada pourrait tomber en dessous de 10 % à la fin du siècle. Au Québec même, les francophones pourraient se retrouver en minorité sur le territoire de leurs ancêtres, pour la première fois en 500 ans.

À tout prendre, le gouvernement fédéral canadien devrait officiellement rejeter le projet du lobby Century Initiative. S’il devait s’en inspirer implicitement ou explicitement pour élaborer sa politique d’immigration, c’est à un véritable tsunami migratoire programmé que la population canadienne devra faire face au cours des prochaines décennies.

Voir les commentaires :

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/722130/toronto-pourquoi-il-faut-rejeter-le-projet-century-initiative>